

Envoyé en préfecture le 23/10/2025

Reçu en préfecture le 23/10/2025

Publié le 27 octobre 2025

ID : 014-211401815-20251006-DELIB20250802-DE



Exécutoire le 27 octobre 2025



Département du Calvados
Commune de CORMELLES LE ROYAL
Mairie : 20, rue de l'Eglise
14123 CORMELLES LE ROYAL

Conseillers en exercice : 24 Conseillers présents : 20 Votants : 23	Séance du 6 octobre 2025
Date de la convocation : 30 septembre 2025	
Delib20250802	

CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-cinq, le six-octobre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni à la Mairie, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Jean-Marie GUILLEMIN, Maire.

Présents :

M. Jean-Marie GUILLEMIN, Mme Sophie OBLIN-POMMIER, M. Didier LIZORET, Mme Fabienne MOREL, M. Mustapha MZARI-ROSSI, Mme Pascale BOURSIN, M. Pierre JUNQUA, Mme Isabelle GERME, Mme Claude FRÉMIN, M. Bertrand LANGRAND, Mme Anne-Marie ARANDA, M. Hervé ROSE, Mme Maryline CHAUCHIS-ARDAENS, Mme Rachel LOPEZ, M. Valéry DELAGE, Mme Ymen FARHAT, Mme Véronique LEVILLAIN, M. Jérôme PIERRE, M. Damien GUINEHEUX, Mme Aurélie BARRÉ-RIBET.

Pouvoirs :

M. Philippe BERARDI à M. Hervé ROSE
M Laurent EUDE à M. Pierre JUNQUA
M. Francis MÉNARD à M. Jean-Marie GUILLEMIN.

Absent excusé :

M. Florent ANDRÉ.

Secrétaire :

Mme Claude FRÉMIN, désignée à l'unanimité par les membres du conseil municipal.

Envoyé en préfecture le 23/10/2025

Reçu en préfecture le 23/10/2025

Publié le 27 octobre 2025



ID : 014-211401815-20251006-DELIB20250802-DE

Exécutoire le 27 octobre 2025

Delib20250802

OBJET : Participation pour la protection sociale complémentaire santé dans le cadre d'une procédure de labellisation

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 827-1 et suivants,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'avis du comité social territorial du 26 septembre 2025,

Après avoir entendu Monsieur le Maire exposer à l'assemblée :

L'article L. 827-9 du code général de la fonction publique prévoit que les collectivités territoriales et leurs établissements publics participent au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident auxquelles souscrivent les agents qu'elles emploient.

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 introduit le caractère obligatoire de cette participation à la garantie santé à compter du 1^{er} janvier 2026.

Cette participation peut intervenir au titre de contrats et règlements pour lesquels un label a été délivré dans les conditions prévues à l'article L. 310-12-2 du code des assurances.

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement définit les garanties minimales des contrats destinés à couvrir les risques en matière de santé et fixe la participation minimale mensuelle de l'employeur, pour chaque agent, quelle que soit sa quotité de travail, à la moitié d'un montant de référence, fixé à 30 euros, soit 15 euros bruts minimum dans la limite du coût réel de la cotisation.

Monsieur le Maire précise que chaque agent souhaitant bénéficier de cette participation doit remettre une attestation de sa mutuelle justifiant de la labellisation de son contrat chaque année.

Exécutoire le 27 octobre 2025

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- dans le domaine de la santé, après avoir recueilli l'avis du comité social territorial, que la collectivité participera au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire.
- dans un but d'intérêt social, que la collectivité souhaite moduler sa participation en prenant en compte le revenu des agents et, le cas échéant, leur situation familiale.

En application des critères retenus, le montant mensuel de la participation est fixé comme suit, à compter du 1^{er} janvier 2026 :

REVENUS (indices majorés)	PARTICIPATION MENSUELLE		
	Adhérent seul	Adhérent + 1 enfant (7€/enfant)	Adhérent + 2 enfants (7€/enfant)
352 ≤ indice de l'agent ≤ 399	27 €	34 €	41 €
400 ≤ indice de l'agent ≤ 449	23 €	30 €	37 €
450 ≤ indice de l'agent ≤ 500	19 €	26 €	33 €
500 < indice de l'agent	15 €	22 €	29 €

Les crédits nécessaires à la participation seront inscrits au budget.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois suivant sa publication. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse au recours gracieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Suivent les signatures,
 Pour extrait certifié conforme,
 Cormelles le Royal, le 7 octobre 2025

Le Maire,



Jean-Marie GUILLEMIN